

Les équipes d'Olivier Dussopt planchent sur la loi plein-emploi

« Avec sa loi plein-emploi, le gouvernement veut tourner la page des retraites », titre **Le Figaro** pour lequel cette séquence, que l'Exécutif souhaite plus consensuelle, doit ramener vers le monde du travail ceux qui en sont le plus éloignés. Pour l'heure, le gouvernement et les partenaires sociaux semblent être tombés d'accord sur « une période de convalescence », comme l'a proposé Elisabeth Borne. « En l'espace de douze ou vingt-quatre heures, on ne passe pas d'une situation de conflit à une situation d'entente », admet le ministre du Travail. Reste que, depuis plusieurs mois, les équipes d'Olivier Dussopt planchent sur ce nouveau texte. A l'intérieur, on trouve un recueil de mesures plus consensuelles et d'autres demandées de longue date par la CFDT. Mais aussi des réformes symboliques censées conforter la « jambe sociale » du gouvernement : semaine de 4 jours, compte épargne-temps universel, qui ne doivent pas faire perdre de vue l'objectif premier : un taux de chômage autour de 5 %. Si les retrouvailles risquent d'être glaciales, Laurent Berger a exclu de boycotter les discussions. La présence des centrales plus radicales paraît compromise, voire impossible. « Il n'est pas possible de parler avec un gouvernement qui nous a autant menti », grince Patricia Drevon (FO). Le cahier de doléances du patronat est également loin d'être vide, bien que sa présence lors de prochaines négociations ne fasse pas de doute. « On y va toujours », assure un cadre du Medef. Néanmoins, « il faut changer la méthode sur la manière de faire des réformes », souligne une source patronale. Sont pointés, pêle-mêle : « Les documents de travail » trop contraignants du gouvernement, « des délais » de négociations trop serrés, ou encore « le manque d'engagement » de l'exécutif à reprendre les accords conclus. Toutes ces postures restent toutefois très théoriques tant que le contenu précis de la loi est flou. (**Le Figaro, p.20**)